

Baromètre Électoral SRG SSR

Rapport d'enquête

15 Octobre 2021

Table des matières

1	Intentions de vote actuelles	3
1.1	Trois prétendants pour la troisième place	3
1.2	L'UDC se remet de sa chute	5
2	Défis politiques	7
2.1	Le climat avant la pandémie	7
2.2	Les questions sociales perdent de l'importance	8
2.3	Différences selon les régions linguistiques	10
3	Evaluation du Conseil fédéral	12
3.1	Evaluation de l'influence	12
3.2	Evaluation de la sympathie	13
4	Collecte des données et méthode	15

MENTIONS LEGALES

Baromètre électoral SRG SSR, 10/2021

Client : SRG SSR

Mandataire : Sotomo, Dolderstrasse 24, 8032 Zurich.

Auteurs/autrices : Michael Hermann, Sarah Bütikofer, David Krähenbühl

Intentions de vote actuelles

Le deuxième baromètre électoral SRG SSR donne un aperçu des intentions de vote deux ans avant les élections nationales. Au total, près de 28 000 personnes ont participé à l'enquête en ligne entre le 29 septembre et le 3 octobre 2021. Les résultats suivants sont représentatifs pour l'électorat en Suisse.

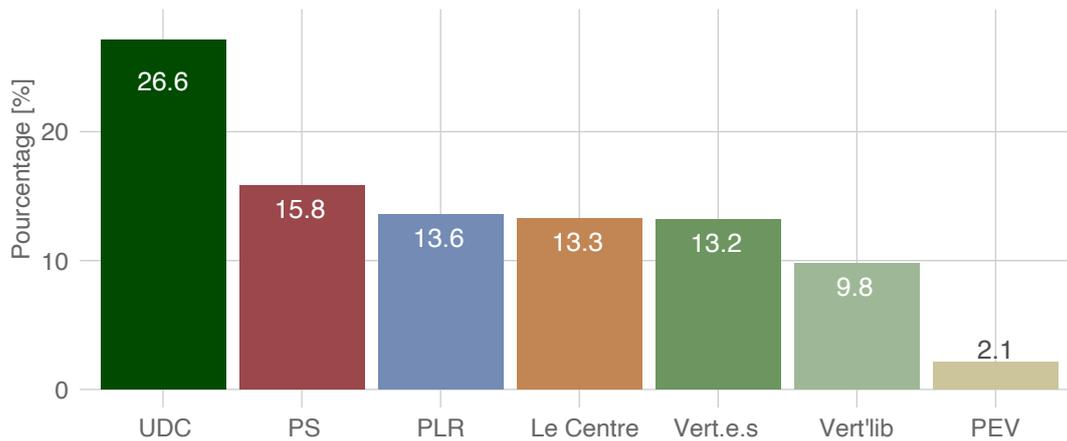
1.1. TROIS PRÉTENDANTS POUR LA TROISIÈME PLACE

Deux années se sont écoulées depuis les élections fédérales du 20 octobre 2019. Les prochaines élections nationales auront lieu dans deux ans en Suisse. Le deuxième baromètre électoral SRG SSR donne un aperçu de l'état de forme des partis à mi-parcours de la législature. Malgré la pandémie de COVID-19, on observe une situation très stable. Selon les intentions de vote actuelles, l'UDC reste nettement en position de force. Toutefois, on constate un rapprochement des parts électorales entre les places deux à cinq. Tout particulièrement pour les trois partis le PLR, Le Centre ainsi que les Verts qui sont actuellement quasiment à égalité et se disputent donc tous trois la troisième place. Cette course au coude à coude s'explique notamment par le recul actuel de la part électorale du PLR de 1,5 point de pourcentage. Dans le même temps, la fusion du PDC et du PBD a permis au nouveau parti commun « Le Centre » de gagner en importance. Il faut ajouter à cela les intentions de vote stables pour les Verts.

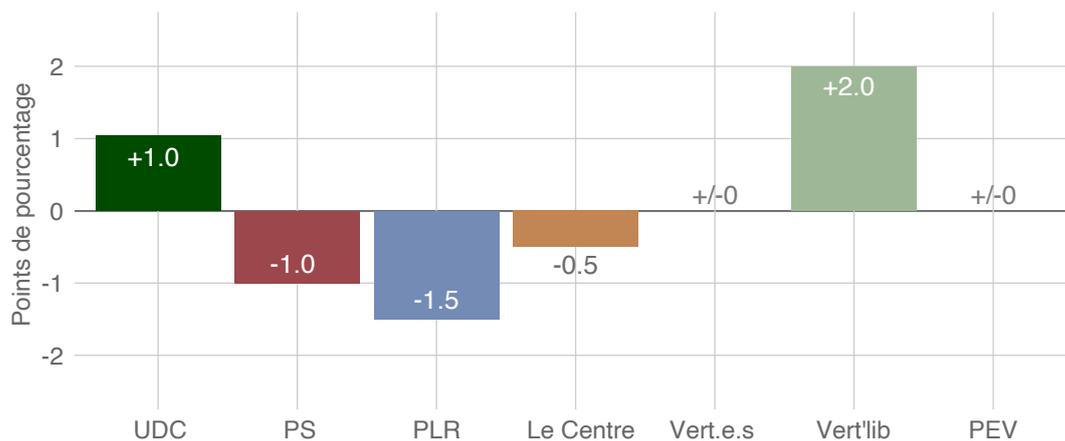
Autrement dit, ces trois partis ayant respectivement deux, un et aucun siège au Conseil fédéral, sont à égalité avec un peu plus de 13%, du moins selon leurs intentions de vote.

Parts électorales des partis selon les intentions de vote actuelles (fig. 1)

Les pourcentages manquants correspondent aux autres partis



Gains et pertes en comparaison avec les élections fédérales de 2019 (fig. 2)



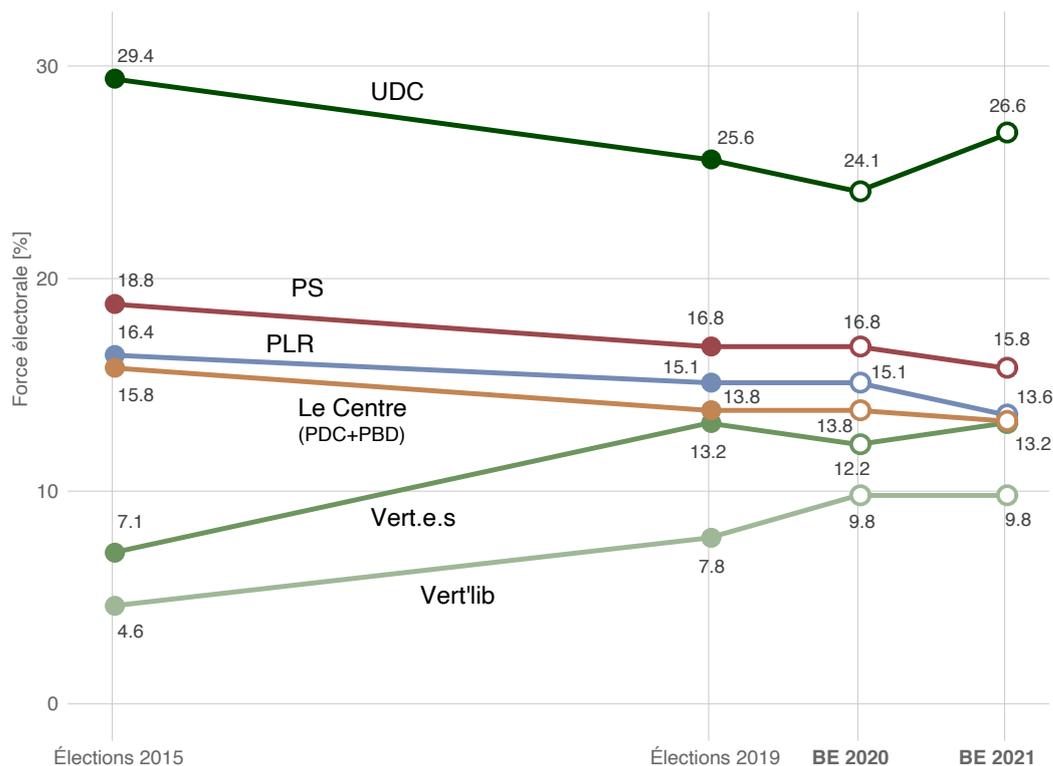
Selon le sondage électoral actuel, le PVL enregistre la plus forte progression par rapport aux élections de 2019, avec un plus de 2 points de pourcentage. Dans la mesure où les sociaux-

démocrates ont perdu un point dans le même temps, il n’y a actuellement que 6 points de pourcentage d’écart entre le deuxième et le sixième parti. L’UDC enregistre une légère croissance (+1). Les Verts, le PEV et Le Centre restent stables, même si ce dernier ne parvient pas à faire le plein des parts électorales de ses deux partis d’origine le PDC et le PBD (-0.5). La précision d’estimation de ce sondage correspond à un échantillon aléatoire avec une erreur d’échantillonnage de +/-1,3 point de pourcentage.

1.2. L’UDC SE REMET DE SA CHUTE

Evolution des parts électorales nationales (fig. 3)

Elections nationales 2015, 2019, baromètre électoral 2020, baromètre électoral 2021



Lors des élections de 2019, l’UDC avait perdu pratiquement 3 points de pourcentage. Cette tendance négative perdurait dans

le premier baromètre électoral de l'automne 2020. Aujourd'hui, le parti affiche une progression de 2,5 points de pourcentage en l'espace d'un an. Il s'agit du changement le plus important tous partis confondus depuis le dernier sondage électoral. Depuis lors, le débat sur la manière de gérer la pandémie de COVID-19 a atteint son paroxysme et l'UDC s'est montrée particulièrement critique à l'égard des mesures sanitaires prises. Au début de l'été 2021, le Conseil fédéral déclare l'accord institutionnel avec l'UE comme ayant échoué au sens de l'UDC, et cette dernière l'emporte de justesse face à tous les grands partis lors du vote sur la loi sur le CO2. Dans l'ensemble, ces événements semblent avoir redonné au parti conservateur de droite une plus forte visibilité aux yeux des électeurs/-trices.

Défis politiques

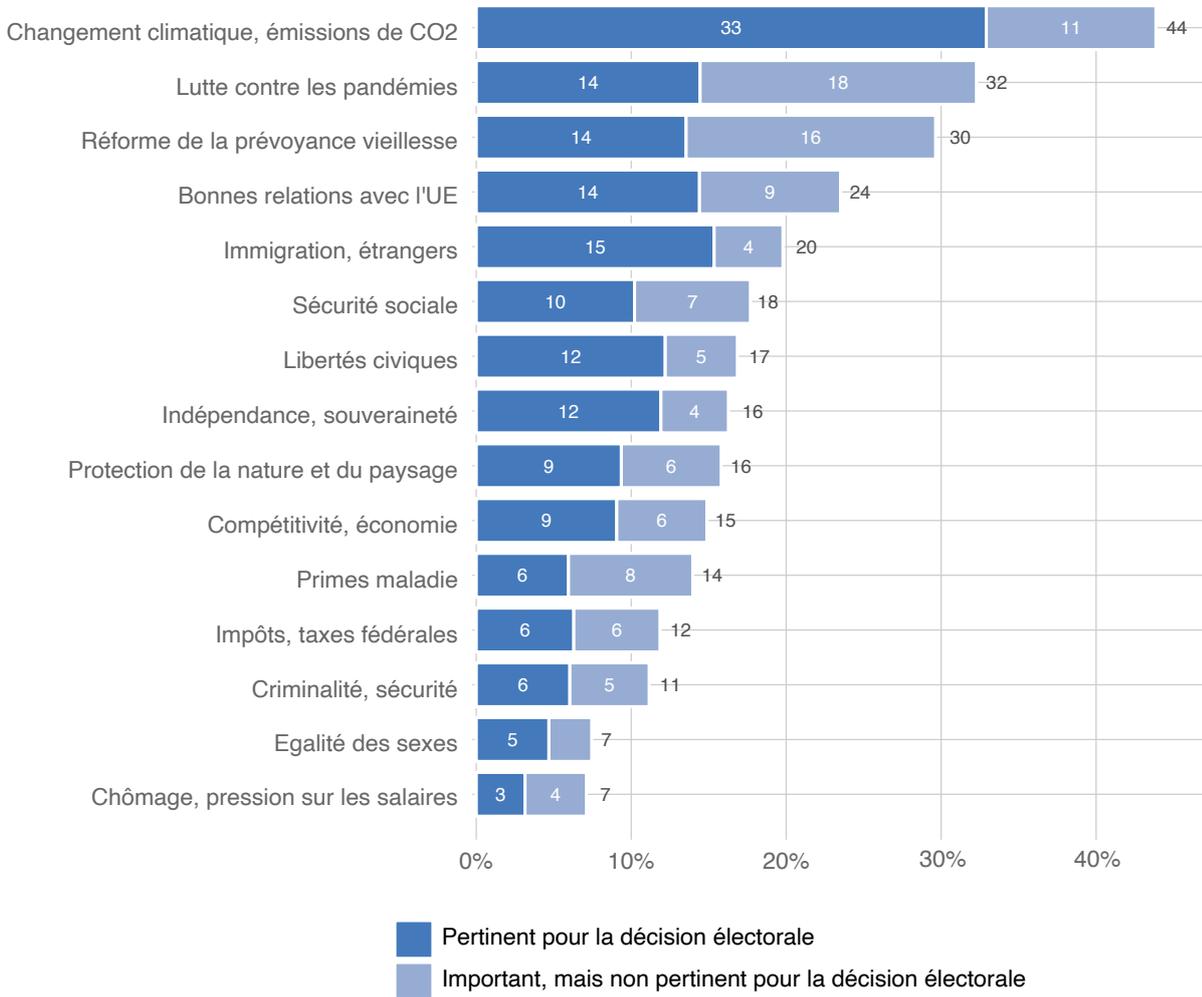
En Suisse, l'élection du gouvernement est largement indépendante des résultats des élections parlementaires. C'est pourquoi la décision électorale s'appuie surtout sur des thèmes concrets plutôt que sur la compétence à diriger. L'évolution des défis politiques tels qu'ils sont perçus est un facteur important pour l'état de forme des partis.

2.1. LE CLIMAT AVANT LA PANDÉMIE

La pandémie de COVID-19 domine la société et la politique depuis le printemps 2020. Les progrès de la campagne de vaccination ont depuis contribué au retour à une certaine normalité du quotidien. Du point de vue du corps électoral, la lutte contre les pandémies reste un défi majeur de la politique suisse. Selon 32% des votants, elle fait partie des trois principaux défis politiques. Seul un autre défi est évoqué plus souvent : le changement climatique, avec 44% des citations. La pandémie a une influence non seulement directe mais également indirecte sur la politique. Les mesures sanitaires adoptées par le Conseil fédéral ont suscité des critiques quant à la restriction des libertés individuelles. En effet, 17% des électeurs/-trices classent aujourd'hui la protection des libertés individuelles parmi les trois défis politiques les plus importants. Ainsi, les libertés individuelles sont presque aussi souvent citées que la sécurité sociale. Pour l'UDC en particulier, la question des libertés est un ajout bienvenu à ses thèmes centraux traditionnels que sont l'immigration et la relation avec l'Union européenne, qui ont eu tendance à s'essouffler ces dernières années.

Principaux défis politiques (fig. 4)

Trois réponses possibles maximum.

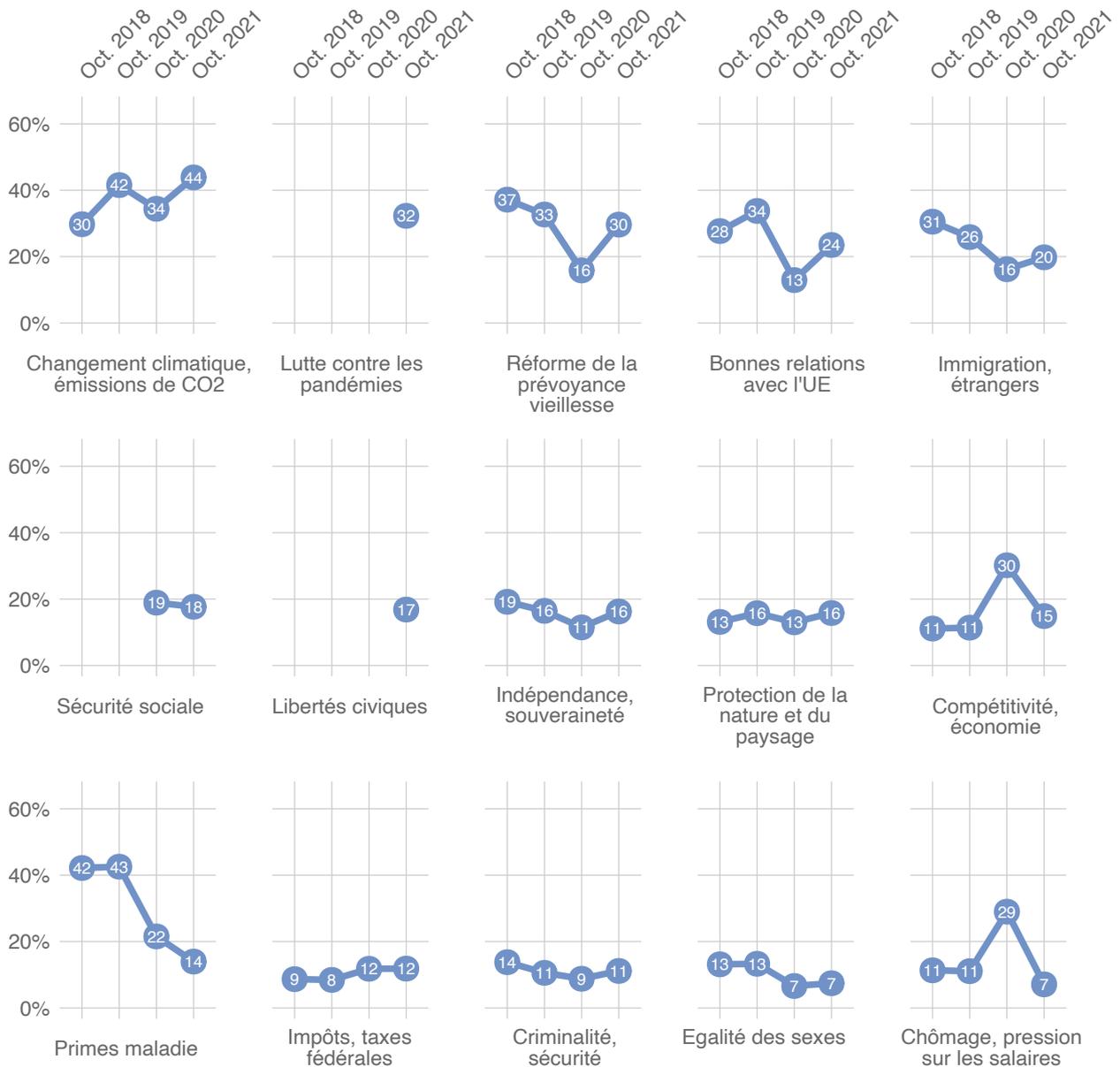


2.2. LES QUESTIONS SOCIALES PERDENT DE L'IMPORTANCE

Le graphique 5 montre l'évolution des principaux défis politiques selon les électeurs/-trices depuis 2018.

Principaux défis politiques – Evolution dans le temps (fig. 5)

Trois réponses possibles maximum.



Ce sont surtout les deux thèmes compétitivité, économie et chômage, pression sur les salaires qui sont moins souvent mentionnés que l'année dernière. Il y a un an, la crainte du chômage et d'une crise économique comme conséquences de la pandémie était grande. Aujourd'hui, les préoccupations concernant l'économie et l'état de l'emploi semblent s'être largement estompées. Ce qui a des répercussions surtout pour le PLR et le PS. L'éco-

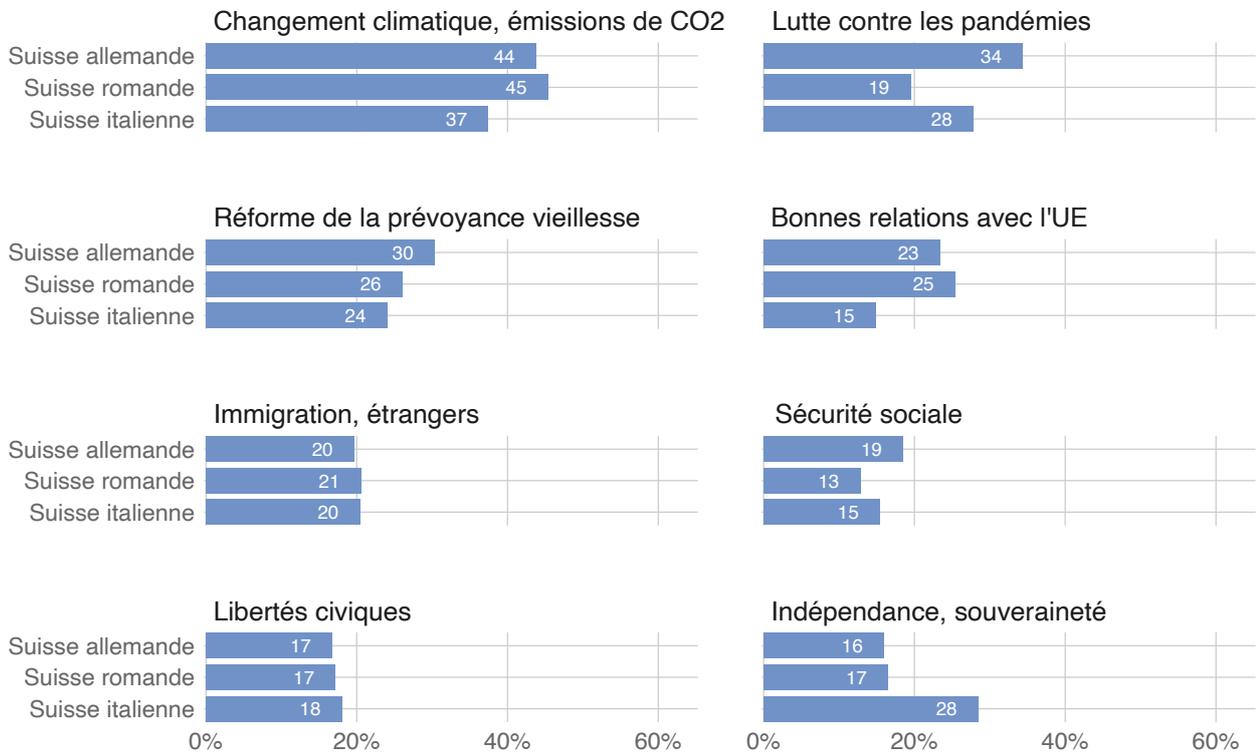
nomie et le social sont les thèmes centraux de ces deux partis. Il n'est donc pas surprenant que ceux-ci aient plutôt perdu de leur audience par rapport au dernier sondage. Par rapport aux élections de 2019, ce sont surtout les primes d'assurance maladie qui ont perdu de l'importance. Il y a deux ans à peine, 43% des personnes interrogées plaçaient les primes parmi les trois principaux défis politiques. Elles ne sont aujourd'hui plus que 14%. En revanche, avec 44%, le changement climatique est mentionné même un peu plus fréquemment qu'en 2019, année de la vague verte et de l'élection climatique. Même si la loi sur le CO2 a échoué de peu en juin 2021, le changement climatique reste un défi majeur pour près de la moitié des participants. Les conditions météorologiques extrêmes de l'été y ont probablement aussi contribué. La persistance de la large préoccupation à l'égard du climat est la principale explication de la bonne performance continue des Verts et des Vert'libéraux, vainqueurs des élections en 2019.

2.3. DIFFÉRENCES SELON LES RÉGIONS LINGUISTIQUES

Les principaux défis politiques ne diffèrent pas fondamentalement entre les régions linguistiques. La lutte contre la pandémie est un peu moins centrale aux yeux des électeurs/-trices de Suisse romande.

Principaux défis politiques – Régions linguistiques (fig. 6)

Trois réponses possibles maximum.



En revanche, c'est en Suisse romande que le changement climatique est le plus fréquemment mentionné comme un défi important. Par contre, en Suisse italienne, l'indépendance/souveraineté est de plus en plus perçue comme un défi.

Evaluation du Conseil fédéral

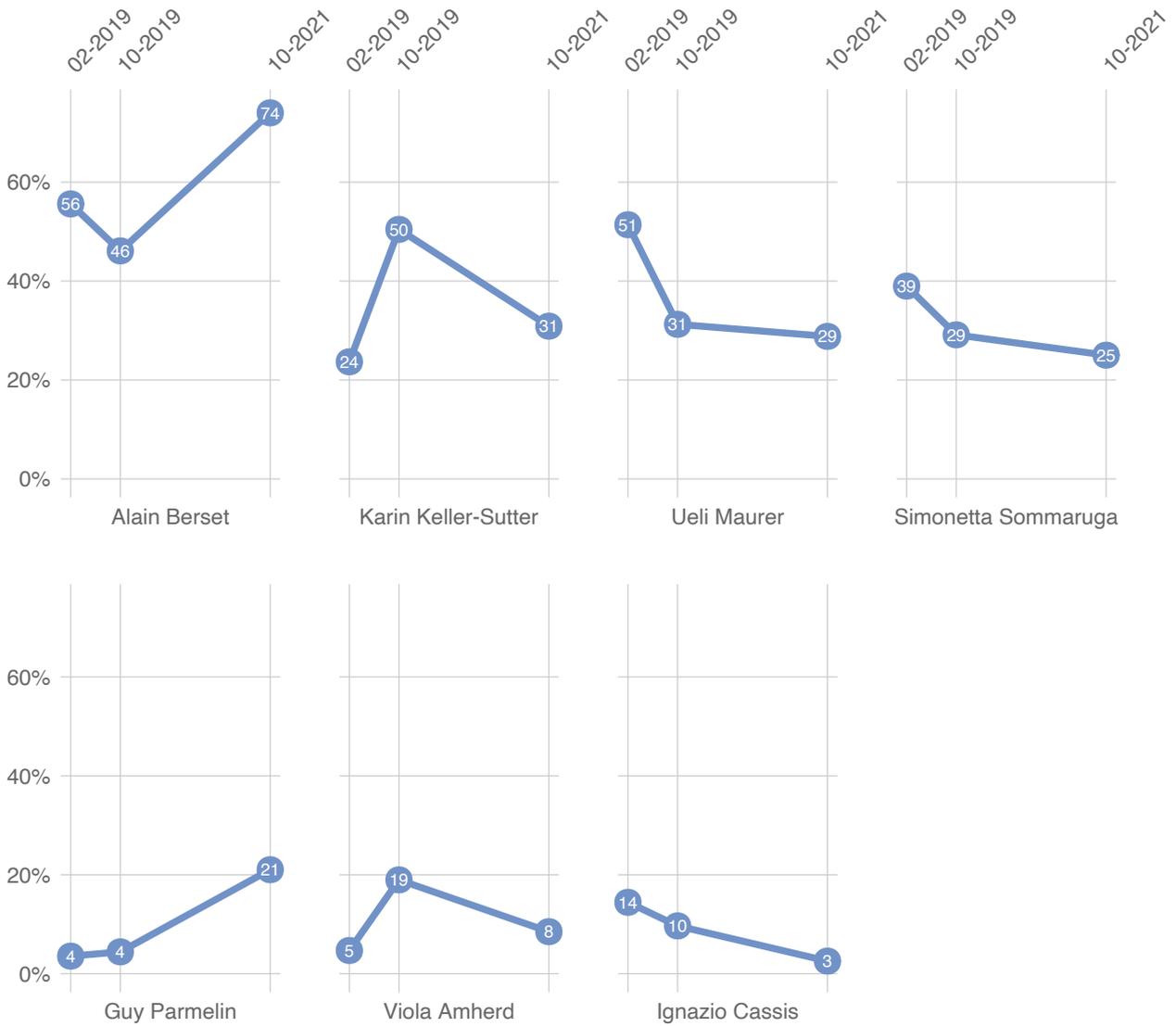
L'évaluation des membres du Conseil fédéral est une composante fixe du baromètre électoral SRG SSR. Elle indique quels membres du Conseil fédéral sont considérés comme influents et lesquels sont considérés comme sympathiques par la population.

3.1. EVALUATION DE L'INFLUENCE

Dans la perception des électeurs/-trices, le conseiller fédéral Alain Berset (PS) était déjà considéré comme particulièrement influent avant le début de la pandémie de COVID-19. Il n'est donc pas étonnant que le Ministre de la Santé ait fait un bond impressionnant dans l'évaluation après 20 mois de pandémie. 76% le classent actuellement parmi les deux personnes les plus puissantes en fonction. Outre Berset, seul le président Guy Parmelin (UDC) a gagné en influence depuis 2019, selon les personnes interrogées. Par contre, Karin Keller-Sutter (PLR) est en net recul. Viola Amherd (Le Centre) ainsi qu'Ignazio Cassis (PLR) sont considérés comme étant les moins influents.

Influence des membres du Conseil fédéral – Comparaison dans le temps. (fig. 7)

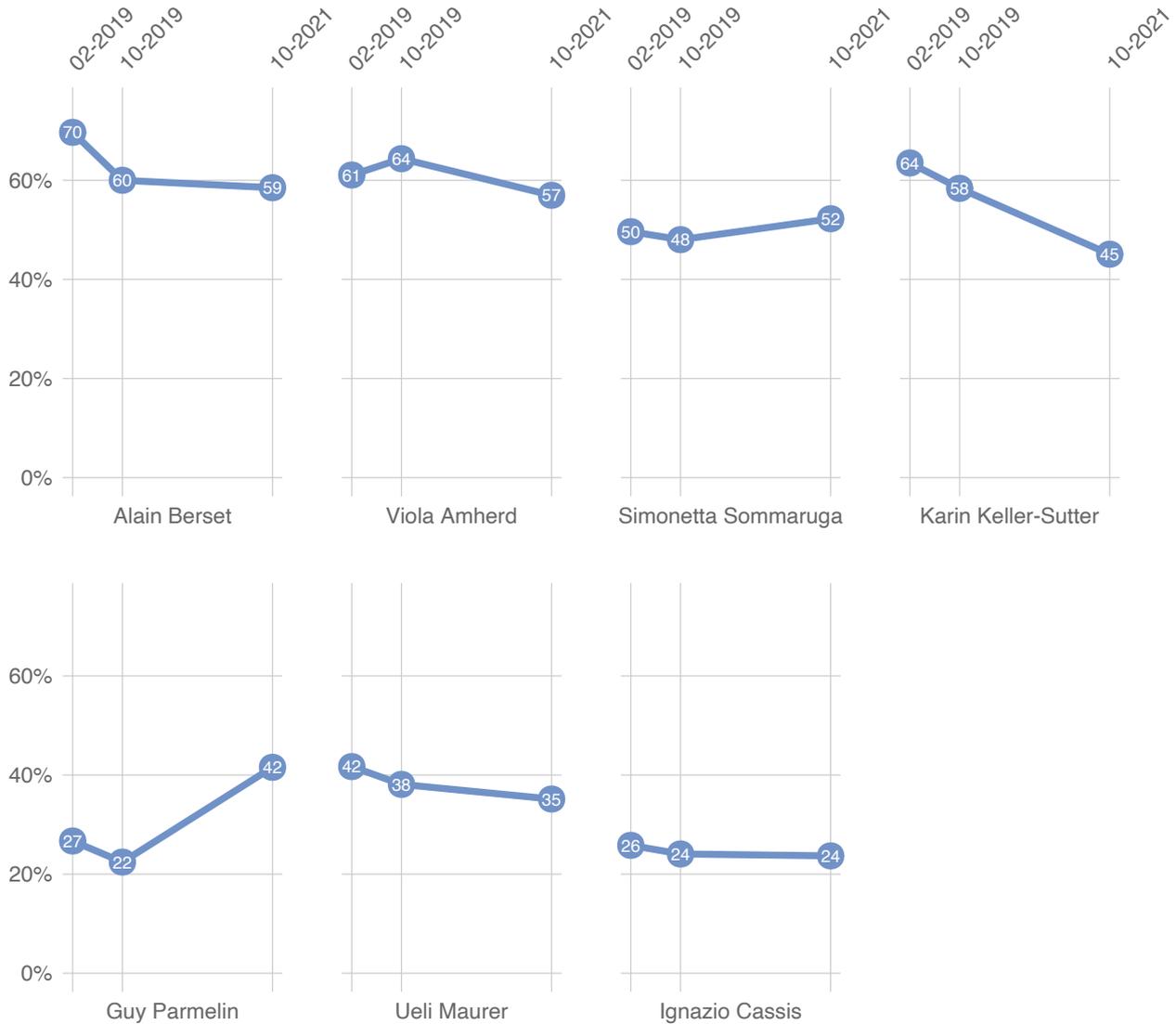
Conseillers fédéraux ayant une grande influence. Deux nominations maximum.



3.2. EVALUATION DE LA SYMPATHIE

Sympathie des membres du Conseil fédéral – Comparaison dans le temps (fig. 8)

Part très et plutôt sympathique



La cote de popularité de la plupart des membres du Conseil fédéral a peu évolué depuis 2019. Seul Guy Parmelin présente un net avantage. Grâce à son rôle de Président fédéral de la deuxième année de pandémie, son soutien au sein de la population s'est nettement amélioré. En revanche, Karin Keller-Sutter, qui a commencé son mandat début 2019 avec des éloges, a continué à perdre en popularité.

Collecte des données et méthode

COLLECTE DE DONNÉES ET ÉCHANTILLONNAGE

La collecte des données relative au baromètre électoral SRG SSR a eu lieu entre le 29 septembre et le 3 octobre 2021. Le sondage a eu lieu en ligne. Le recrutement des personnes interrogées a eu lieu d'une part par le biais des portails web de SRG SSR et d'autre part via le panel en ligne de sotomo. Après apurement et contrôle des données, les réponses de 27 976 (Suisse allemande : 23 611, Suisse romande : 3828, Suisse italienne : 537) électeurs ont pu être exploitées pour l'évaluation.

PONDÉRATION REPRÉSENTATIVE

Comme les participants au sondage se recrutent eux-mêmes (opt-in), la composition de l'échantillon n'est pas représentative de la population. Ainsi, il est typique de voir plus d'hommes que de femmes participer aux sondages politiques. Les distorsions de l'échantillon sont corrigées par des procédés de pondération statistiques. La pondération est alors réalisée par la procédure IPF (Iterative Proportional Fitting). Outre des critères de pondération géographiques (lieu de résidence) et

sociodémographiques (âge, sexe, formation), on utilise également des critères de pondération politiques (comportement de vote et d'abstention, structure régionale des partis, etc.). La pondération permet d'obtenir une représentativité élevée pour la population active. L'erreur d'échantillonnage, telle qu'elle est calculée pour les échantillonnages aléatoires, ne peut pas être transférée directement sur les sondages opt-in pondérés politiquement. La représentativité de ce sondage est toutefois comparable à un échantillonnage aléatoire avec une erreur d'échantillonnage de +/-1,3 point de pourcentage.